

Culture et médias numériques

Le groupement d'intérêt scientifique « Culture & médias numériques » est un projet de plate-forme partagée de programmes de recherche en sciences humaines et sociales, destinée à favoriser les recherches sur cette thématique, en lien avec des partenaires privés et publics. Une douzaine d'équipes scientifiques et le Département des études, de la prospective et des statistiques du ministère de la Culture et de la Communication y participent. La création du GIS est envisagée début 2010.

La mutation numérique des industries culturelles et de la communication ainsi que le déploiement des usages correspondants ont atteint un premier stade de développement : en dix ans, plus de la moitié de la population française est connectée à Internet, les deux tiers disposent d'un PC ; des offres de contenus patrimoniaux ou nouveaux s'inventent sous une diversité de modèles économiques ouverts au caractère moteur des usages ; les formules juridiques s'élaborent, s'expérimentent, et jusqu'à un certain point se sédimentent.

Cependant des pans entiers de la connaissance des offres et des usages demeurent peu explorés. Les analyses d'économie industrielle manquent dans un grand nombre de filières ou de marchés émergents de contenus. Les approches des régulations et de l'encadrement juridique des activités et des usages restent trop souvent sectorielles et peu multidisciplinaires alors que les enjeux sont évidemment transversaux et dépassent tel ou tel droit de propriété intellectuelle, de liberté publique ou individuelle, de la concurrence et interfèrent avec les modèles économiques et la création des usages.

Il n'existe pas d'approche partagée des méthodes d'analyse quantitative (stocks, flux, contacts, multi-usages) auxquelles recourent pourtant les modèles économiques publicitaires. L'analyse sociale des usages peine à dégager la spécificité du numérique. On peut multiplier les exemples d'objets de recherche qui doivent conjointement sociologie, économie, droit et d'autres disciplines sans doute. Or, en la matière la France dispose d'un réservoir de compétences et d'expertises, aussi bien dans le domaine des industries et des pratiques culturelles où les travaux français font figure de pionniers que dans celui de l'économie numérique ou des questions relatives au patrimoine numérique.

Pareils enjeux nécessitent de toutes parts la formation d'une plate-forme ouverte de recherches en sciences humaines. Tel est l'objet du groupement d'intérêt scientifique (GIS) « Culture & médias numériques » favorisé par le ministère de la Culture et de la Communication (Département des études, de la prospective et des statistiques) : consolider un noyau de compétences afin de stimuler son développement, renforcer sa visibilité et favoriser la circulation et la confrontation des analyses au niveau international.

En matière de sciences humaines, la segmentation disciplinaire, même si elle s'atténue partiellement sur certains sujets touchant aux questions numériques, demeure un frein important à la compréhension des enjeux, qu'ils soient industriels, politiques ou culturels. L'analyse des enjeux du numérique suppose en effet des programmes de recherche associant des compétences et des champs disciplinaires complémentaires : sociologie, humanités, économie industrielle, droit, gestion et marketing. Ces programmes ne pourront ignorer très prochainement les développements en cours dans des disciplines moins proches telles que les neurosciences et la psychologie cognitive. Dans tous les cas, non seulement les connaissances technologiques constituent le soubassement nécessaire de la recherche en sciences humaines mais celle-ci est directement amenée à confronter ses hypothèses avec celles des sciences plus directement liées au numérique : informatique, information et communication, design, à tel point que certains parlent aujourd'hui de *software studies*.

La même exigence appelle également un fort ancrage international afin d'inscrire d'emblée les travaux dans des dimensions comparatives et mondiales. En effet, si les stratégies à l'œuvre dans le numérique s'inscrivent typiquement dans les différentes tendances à la mondialisation, leur déploiement est marqué par des spécificités nationales, notamment juridiques et culturelles, qui appellent nécessairement l'approche comparatiste. L'organisation même du champ scientifique dans lequel le numérique est constitué comme objet d'étude, loin d'être stabilisée à l'échelle internationale, reste éminemment marquée par les spécificités culturelles et les diverses traditions intellectuelles.

De manière générale, les industries culturelles et de communication – plutôt au plan national – investissent relativement peu dans la R&D, notamment sur la question des usages et des analyses économiques, hormis *via* des études de stratégie marketing, des analyses instantanées d'usages ou de marchés. On rappellera que la recherche dans les TIC elles-mêmes est loin d'avoir une place dans la R&D privée aussi significative que dans d'autres pays. Pourtant les mutations industrielles demeurent vives ; certains marchés parviennent à maturité, tandis que d'autres émergent et que les usages sont

PHILIPPE CHANTEPIE

Chef du Département des études de la prospective et des statistiques
MCC / SG / SCPCI

marqués par le renouvellement générationnel des pratiques. Le déplacement continu des usages rend d'ailleurs les outils de mesure délicats à établir.

Le champ potentiel de la recherche est large, depuis les effets de la numérisation sur les modèles économiques jusqu'aux questions de conservation, de production et de diffusion des œuvres, produits et services culturels et aux pratiques culturelles numériques. Les recherches traiteront notamment de la transformation des conditions de production de contenu avec leur « démocratisation », de la modification des conditions d'accès à des contenus protégés par la loi, de la conservation des archives et de la production d'un patrimoine numérique, de la production de notoriété et de légitimation. La question de la création, souvent restée à la marge des approches socio-économiques de la culture, revient en force avec les offres, les usages, l'organisation

industrielle, le renouveau des politiques culturelles en Europe et dans le monde autour des industries créatives et de la créativité.

Le GIS permettra de constituer une plate-forme partagée au plan national de programmes de recherche en sciences humaines et sociales sur le thème « culture et médias numériques », disposant d'une taille critique pour l'animation de la recherche dans ces domaines, capable de soutenir et de mettre en relation les chercheurs qui au sein des laboratoires travaillent sur ces thématiques, en liaison étroite avec des acteurs privés et publics. Déjà, le groupement a été sollicité pour établir les bases de nouvelles recherches dans le domaine de l'information numérique à la suite des conclusions des états généraux de la presse. Il pourra l'être pour les grandes thématiques qui innervent les enjeux du numérique culturel. ■

LES MÉTAMORPHOSES NUMÉRIQUES DU LIVRE

ALAIN GIFFARD

Président d'Alphabetville

L'Agence régionale du livre de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a organisé début décembre un colloque à la bibliothèque Méjanes d'Aix-en-Provence sur le thème « Les métamorphoses numériques du livre ».

Ce colloque partait d'une constatation : l'interrogation sur le devenir numérique du livre ne s'apaise pas ; elle est au contraire plus vive que jamais. Si elle intéresse d'abord l'ensemble des acteurs de la chaîne du livre, elle est devenue une question publique majeure. La transformation des industries de l'information en industries culturelles d'un nouveau type, l'irruption dans l'économie du livre d'opérateurs dont certains, comme Google, disposent de moyens financiers sans précédent, la numérisation des plus importantes bibliothèques, l'apparition d'une version numérique des livres édités, la nouvelle vague de livres électroniques... autant d'éléments qui donnent à penser que la métamorphose numérique du livre connaît une nouvelle accélération.

C'est dans un tel contexte que le débat public a rebondi. Comme l'atteste le succès international des articles de Nicholas Carr « *Is Google making us stupid?* » et

de Robert Darnton – historien des Lumières et directeur de la bibliothèque de Harvard – sur la « République numérique des savoirs », l'accueil des projets de numérisation de livres prend aujourd'hui une tonalité beaucoup plus critique.

Pour faire le point sur ces transformations, le colloque avait choisi d'ouvrir la discussion en confrontant chercheurs et acteurs expérimentés – par exemple, Françoise Benhamou sur les modèles économiques du livre numérique et Stéphane Michalon, directeur d'ePage – mais aussi en accueillant les disciplines les plus diverses : philosophie, psychologie cognitive, économie, sociologie, sciences de l'information et de la communication.

Les débats ont ainsi confronté les approches ; le meilleur exemple en est celui des bibliothèques. Isabelle Le Masne a souligné le contenu intellectuel de Gallica, pour l'essentiel une collection numérique française du XIX^e siècle. Gilles Eboli a rappelé que, pour la plupart des bibliothèques, le numérique signifie bien autre chose que la numérisation des collections patrimoniales ; il a proposé une cartographie de ce numérique réel. Marin Dacos quant à lui a pris parti très directement en faveur de

la « bibliothèque 2.0 » sous tous ses aspects.

Les effets culturels et cognitifs du numérique ont été traités sur l'ensemble du colloque.

En particulier, la lecture et la lecture numérique, évoquées par Hervé Le Crosnier et Yannick Maignien, ont fait l'objet d'une table ronde rapprochant Alain Giffard (« La lecture numérique peut-elle se substituer à la lecture classique ? »), Brigitte Simonnot (« Médiations et médiateurs de la lecture numérique ») et Thierry Baccino (« Lecture numérique : réalité augmentée ou diminuée ? »). Pour clore, Bernard Stiegler a présenté son analyse des nouvelles possibilités d'intervention du *lecteur* (annotations, productions de métadonnées... soit un véritable « appareil de grammatisation ») qui à la fois ouvrent des possibilités d'analyse et d'exploitation commerciale de ses comportements mais aussi permettent d'envisager « des alternatives politiques, économiques et bibliothéconomiques inédites ».